



Évaluer les pratiques interdisciplinaires

Frédéric Joulian, Suzanne De Cheveigné, Joëlle Le Marec

► **To cite this version:**

Frédéric Joulian, Suzanne De Cheveigné, Joëlle Le Marec. Évaluer les pratiques interdisciplinaires. Natures Sciences Sociétés, EDP Sciences, 2005, 13, pp.45-54. <halshs-00172064>

HAL Id: halshs-00172064

<https://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00172064>

Submitted on 7 Jan 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Première version d'un article paru dans *Natures, Sciences et Sociétés*, 13, 284-290, 2005
Disponible : http://www.nss-journal.org/index.php?option=com_toc&url=/articles/nss/abs/2005/03/contents/contents.html

“Évaluer les pratiques interdisciplinaires”

Frédéric Joulian (EHESS)
Suzanne de Cheveigné (CNRS)
Joëlle Le Marec (ENS-LSH)

Nous souhaitons rendre compte ici de sept journées de réflexion consacrées à un problème crucial tant pour la communauté des scientifiques que pour le reste de la société, celui de l'évaluation des acteurs et des productions de la science, plus particulièrement lorsqu'ils tentent de s'affranchir des limites disciplinaires. Organisées au Collège de France au cours des mois de mars et d'avril 2004 dans le cadre des enseignements de l'EHESS, ces journées faisaient suite à une série de rencontres interdisciplinaires organisée par le Groupe de recherches “Comportement, représentation, culture” depuis 1998. L'objectif de ce groupe est de confronter des chercheurs et expériences disciplinaires des plus variées autour d'objets ou de thématiques de recherche similaires (sur les “Pratiques et Représentations de la Technique” en 2000 ou sur “La Naturalisation de l'Homme et des Animaux” en 2002, par exemple). Si à chaque fois cet objectif de croisement et d'enrichissement des perspectives de recherches fût rempli, la conjonction de points de vue souleva un certain nombre de problèmes liés à la confrontation disciplinaire, et en particulier à un aspect peu envisagé, voire écarté jusqu'à présent par les institutions, celui de l'évaluation. C'est pourquoi nous avons consacré l'ensemble du séminaire à cette question en 2004 – au plus fort du mouvement des chercheurs, rappelons-le.

Des journées pour débattre de l'interdisciplinarité et de l'évaluation

Dès lors que l'on confronte des disciplines aux différentes heuristiques, pratiques, finalités, moyens, administrations, etc., que l'on aborde des objets apparemment similaires selon des perspectives contrastées et plus encore si l'on doit faire des choix politiques et financiers (entre projets, programmes, unités, personnes, ...) alors s'impose toujours en fin de compte la nécessité d'évaluer le plus impartialement possible les scientifiques et leurs productions. Quelles sont des conditions d'une pratique scientifique interdisciplinaire de qualité ? Comment s'assurer qu'en échappant à la rigueur des disciplines, l'exigence de scientificité ne se perde pas ? L'acte d'évaluation et la volonté d'équité sont au cœur même de l'aspiration scientifique, mais ils ne sont que trop rarement pensés, que ce soit dans leur mise en oeuvre ou leur mise en dispositifs. L'interdisciplinarité ne fait que rendre plus criant l'évitement de questions fondamentales, celles qui mêlent l'idée et l'argent, l'explicite et le secret, l'idéal et le pouvoir. Nous appuyant sur quelques-unes de ces orientations générales, nous avons réuni différents acteurs de la recherche (42 intervenants sur les 7 journées) et tenté d'ouvrir le plus largement possible le débat entre Sciences de l'Homme et de la Société et les sciences “dites” exactes.

Nous avons articulé quatre thèmes larges permettant d'envisager la question de l'évaluation de façon la moins réductrice possible : 1. les pratiques interdisciplinaires, 2. les approches comparatives, 3. les régimes de scientificité et 4. les évaluations de la science sur la base de l'exigence actuelle de ne point désolidariser les contenus des conditions épistémologiques et matérielles de leur production, conditions qu'on ne peut désormais plus ignorer et qu'il convient de penser en commun. Deux études de cas, " Comment développer l'interdisciplinarité en Afrique " et " Comment se débarrasser de l'interdisciplinarité : le cas de la Communication ", nous ont permis d'illustrer les discussions actuelles sur l'avenir des SHS en France : disparition de secteurs entiers de la recherche africaniste ou à l'inverse stabilisation et légitimation de nouveaux secteurs du savoir. La série de journées a été conclue par une table ronde intitulée " Quel avenir pour l'interdisciplinarité dans la recherche française ? " où nous avons débattu des conditions nécessaires d'un travail commun entre sciences de l'Homme et sciences de la Nature et de différents scénarios de restructuration de la recherche française. Nous présentons ici un certain nombre de conclusions qui ont été dégagés au cours de ce travail de réflexion collective.

Nous avons choisi dans le séminaire de réfléchir à l'interdisciplinarité en évitant de mobiliser des modèles ou des définitions, mais en partant des pratiques telles qu'elles ont été vécues par les participants, sur la base du pari suivant : il existe suffisamment de savoirs capitalisés individuellement et collectivement par les pratiques, pour explorer ensemble, avec le recul particulier que donne la forme séminaire, cette modalité particulière de la construction des connaissances qu'est l'interdisciplinarité. Ce sont ces expériences partagées qui nous font partager la conviction commune que les modèles administratifs de recherche basée sur des rapports de complémentarité fonctionnelle ne correspondent en rien à la réalité des relations qui s'engagent entre les acteurs impliqués dans des collaborations interdisciplinaires. Celle-ci mettent en jeu des rapports de légitimité, des conflits de valeurs, des confrontations interculturelles, mais aussi des alliances dans la volonté commune de dépasser des limites liées à des spécialisations excessives, de résoudre certains problèmes, d'explorer des convergences, pour lesquelles la confiance décidée joue un rôle souvent bien plus important que la rationalisation des procédures de recherche. Les pratiques interdisciplinaires telles qu'elles sont vécues sont ainsi bien souvent antinomiques des modèles de la pratique interdisciplinaire dans leur formulation administrative. Elles doivent donc s'exprimer et se formuler non seulement « contre » les pratiques d'optimisation et de rentabilisation académique des approches spécialisées, mais aussi « contre » les discours ambiants sur l'interdisciplinarité. A travers le séminaire, il est apparu que pour rendre compte du caractère interdisciplinaire des pratiques, les participants évoquaient moins des spécificités liées à des registres particuliers (cognitif, institutionnel, technique, culturel, etc.), qu'une mise en tension permanente des différentes pôles qui structurent la pratique de recherche, quel que soit le registre.

Du temps pour la pratique de l'interdisciplinarité

Les contributeurs du séminaire ont été unanimes à souligner et à revendiquer la nécessité d'un temps long pour construire l'intercompréhension, puis dépasser les enjeux de celle-ci au profit d'une réelle construction collective de connaissances. Les équipes-projet qui font le parti de l'interdisciplinarité se trouvent donc dans la nécessité de gérer les contradictions entre les exigences de résultats et retombées rapides de la recherche par projet, et le besoin de durée longue et de marges d'essais et d'erreurs, pour construire véritablement les conditions de l'interdisciplinarité. Par exemple, on constate l'exigence de formes d'organisation des

interventions individuelles et collectives, et des temporalités de la recherche qui marquent fortement l'alternance et le décalage entre les moments de l'inter connaissance (créativité dans les formes de séminaire et de communication entre chercheurs), les moments de l'élaboration des objets communs, les moments de la « production », les moments « du retour sur ». La nature même de ce qui constitue les résultats de la recherche interdisciplinaires peut faire l'objet d'une réflexion qui intègre la capitalisation des formes de création dans l'organisation des pratiques.

Expérience individuelle ou collective de l'interdisciplinarité

Cette tension s'exprime dans le spectre des pratiques évoquées durant le séminaire, entre la figure du chercheur individuel assumant à titre propre des formations et des démarches disciplinaires distinctes et la création de formes institutionnelles de travail collectif impliquant de nombreux chercheurs mais aussi des acteurs politiques et administratifs. Cette tension s'exprime également non plus dans la gamme des pratiques décrites, mais pour chacune d'entre elles, entre la nécessité de faire retour individuellement sur ses pratiques pour accroître la maîtrise réflexive de ce qui ne relève pas de techniques formalisées, et la nécessité collective d'une explicitation des différents modes de construction des objets, modes de questionnement, méthodes, références. Au sein des programmes interdisciplinaires, chaque chercheur éprouve à titre propre une forme d'isolement par rapport à sa communauté, isolement qui s'accroît avec la formalisation réflexive de son point de vue singulier, mais au sein de collectifs interdisciplinaires temporaires qui cultivent l'exigence d'une explicitation de ces différents points de vue.

La tension entre construction de nouveaux objets, et requalification d'objets classiques

La manière dont se construisent les pratiques interdisciplinaires est tendue entre des regroupements autour d'objets contemporains complexes, en forte résonance avec une actualité des préoccupations sociales et culturelles, et des affrontements autour d'objets qui sont au contraire chargés d'une histoire des modes de problématisation et des styles de recherches spécifiques de différentes disciplines. Les pratiques interdisciplinaires peuvent en effet se structurer autour de l'étude de « nouveaux » objets qui sont suscités par une convergence entre des préoccupations culturelles et sociales, et des modes de questionnements académiques. Ces nouveaux objets transcendent alors les constructions disciplinaires : le cas du « risque » en est un exemple.

Symétriquement, des objets scientifiques « classiques » quittent le périmètre d'une discipline, pour être travaillés par différentes communautés de recherche. Celles-ci se regroupent et se confrontent autour de ces objets partagés. On peut évoquer ici le discours ou les émotions, mais aussi la crise d'une division des objets entre l'histoire et l'archéologie.

La souffrance interdisciplinaire

L'un des plus thèmes les plus marquants, tout au long des journées, a été l'expression de mal-être, voire de souffrance, par les personnes engagées dans des pratiques interdisciplinaires. Ce mal-être a souvent été exprimé "malgré-eux" par les intervenants ou la salle, en "off" au cours des discussions. Il est frappant de constater que le seul discours de franc bonheur que nous avons entendu était celui de Claude Fischler évoquant le colloque Unité de l'Homme en 1972, quand "la science était une".

L'inquiétude concerne les autres et en particulier les jeunes : trouveront-ils des postes s'ils n'ont pas un profil clairement disciplinaire ? N'envoyons-nous pas nos thésards au "casse-pipe" en les entraînant sur les chemins périlleux de l'interdisciplinarité ? Mais la souffrance provient aussi des difficultés de reconnaissance et de promotion des plus "anciens", la difficulté de publication dans les grandes revues disciplinaires, les efforts consentis sans reconnaissance institutionnelle adéquate pour organiser l'interdisciplinarité. Tous évoquent un manque de légitimité et problèmes d'identité. Ne faut-il pas faire un parallèle avec les relations interculturelles et invoquer les "métèques de la recherche" ?

Toutes ces personnes ont en effet choisi une position d'inconfort intellectuel avec une "prise de risque" : renoncement à une position clairement reconnue pour un parcours hors des sentiers battus en remettant en question des méthodes et des savoirs reçus en héritage de leur discipline d'origine. Or, et cela a été maintes fois souligné, la pratique de l'interdisciplinarité est mal soutenue par les institutions qui multiplient les injonctions paradoxales. Le CNRS a lancé son premier programme interdisciplinaire au début des années 1990 (IMABIO) mais sa première commission interdisciplinaire - assurant donc les carrières des chercheurs lancés dans cette aventure - n'a été créée qu'en 2002 - et encore les sciences sociales ont été quasiment absentes jusqu'à leur redéfinition en 2004¹ ! Les individus paient donc les insuffisances de la prise en charge politique de l'interdisciplinarité et celle-ci passe en grande partie par l'évaluation.

L'évaluation est centrale

L'évaluation est une pratique "spontanée" et constante de la communauté scientifique : un tel est "bon" ou bien "pas génial" voire "nul". De façon plus réfléchie, l'évaluation est une condition pratique de l'interdisciplinarité en particulier en relation avec les sciences exactes - la condition du travailler-ensemble. La question est d'actualité en ces temps de discussion de l'avenir de la recherche, où plusieurs grandes figures ont affirmé plus ou moins explicitement que les sciences humaines et sociales sont impossibles à évaluer. A contrario, une plus grande exigence de scientificité, une évaluation renforcée auraient mis en danger l'interdisciplinarité dans plusieurs organismes²

Dans le débat public sur de l'avenir de la recherche, l'évaluation des chercheurs occupe une place centrale, que ce soit explicitement - "il faut réformer les procédures d'évaluation en cours dans l'Université et les grands organismes" - ou implicitement - "repérons les lieux d'excellence, récompensons le mérite !". Pourtant, la réflexion collective portant sur les objectifs et la qualité des procédures d'évaluation, telle qu'elle s'exprime dans les déclarations et dans les textes publiés, reste pauvre. Il faut interroger davantage les procédures d'évaluation tant à l'intérieur du monde scientifique que face à la société. Les sciences humaines et sociales, pourtant longtemps à la traîne du mouvement des chercheurs, peuvent apporter une contribution essentielle au débat.

¹ Voir la contribution de Daniel Bley à ce forum, analysant les bégaiements de l'interdisciplinarité au Comité National, *NSS 12*, 59-62 (2004)

² A l'IRD, voir la contribution au forum de Catherine Aubertin, *NSS 12* 184-185 (2004) et l'intervention de P. Handschumacher dans la table ronde des journées *NSS* sur l'interdisciplinarité, *NSS 12*, p71 (2004). Au Cemagref, voir la contribution de Daniel Terrasson et Patrick Givone, *NSS 12*, 56-58 (2004)

Evaluation et société

De nombreux travaux le montre, les citoyens, de plus en plus éduqués, sont de moins en moins prêts à donner un blanc seing aux scientifiques. Non qu'ils soient devenus "anti-science" – leur soutien massif, à plus de 80%, au mouvement des chercheurs (La Croix) vient une fois de plus de le confirmer. Mais ils exigent un regard sur l'activité scientifique, ils exigent non pas seulement que les scientifiques expliquent leurs travaux, mais qu'ils en justifient l'intérêt. Ils exigent que les scientifiques soient responsables devant la société ("public accountability"). En ce sens, ils exigent aussi de pouvoir évaluer l'activité scientifique.

Evaluer l'évaluation

L'évaluation est quasi-permanente dans la vie d'un chercheur actif : évaluation au recrutement et aux promotions, évaluation bi-annuel dans les organismes de recherche, évaluation des unités, évaluation de chaque article publié, de chaque demande de financement. Pourtant, cette activité d'évaluation est elle-même très peu évaluée. Des impressions générales et non étayés, des expériences ponctuelles, sont les seuls éléments apportés au débat : l'influence supposée ou réelle des syndicats ou des factions d'un côté, l'apparent efficacité de l'autre. Un chercheur qui, dans son laboratoire, ne se contenterait jamais de constater que son échantillon "a une bonne tête" n'hésiterait pas à déclarer que la commission qu'il préside "marche très bien".

Pourtant, les outils et les exemples d'évaluation des procédures d'évaluation existent – plutôt à l'étranger, où une revue entière se consacre³ au difficile problème de l'évaluation de la recherche. Des examens rétrospectifs précis d'évaluations ont montré des dysfonctionnements qui en toute bonne foi échappaient aux évaluateurs, tels, par exemple, des biais systématiques en défaveur des femmes ou en faveur de la proximité aux évaluateurs.⁴ Seule une démarche réflexive et critique peut en écarter le risque : explicitation et distinction des critères d'évaluation, obligation d'en rendre compte par écrit à l'évalué, procédures contradictoires d'évaluation où l'évalué peut répondre aux critiques des évaluateurs au cours de la procédure, ... et évaluation de l'évaluation.

Il est apparu clairement au cours de ces journées qu'une amélioration progressive était intervenue en France mais que l'on restait loin des standards internationaux tels que les pratiquent la NSF américaine ou encore la Commission Européenne. Parmi les éléments qui manquent encore dans les procédures françaises, on peut citer :

- la rigueur des procédures : définition et séparation des critères, instructions aux évaluateurs, voire formation de ceux-ci, détection des conflits d'intérêt
- la "transparence" des procédures par la publication des critères, des bilans (et non simplement des résultats)
- le retour aux intéressés : communication des rapports, la rédaction de ceux-ci d'une manière constructive permettant un processus d'apprentissage, voire une évaluation contradictoire où l'évalué répond aux évaluateurs au cours du processus

³ *Research Evaluation*

⁴ C. Wennerås et A. Wold, Nepotism and Sexism in Peer-review, *Nature* 387 : 341-343, 1997.

Une question cependant a été peu discutée lors du séminaire : celle de l'évaluation par les pairs, de plus en plus souvent remise en question à l'étranger.

Les intervenants dans les journées :

1. Pratiques Interdisciplinaires

Frédéric Joulian (EHESS) : *De quelques enjeux de l'interdisciplinarité.*

Claude Gilbert (CNRS) : *Risques et crises : possibilités et limites de l'interdisciplinarité.*

Suzanne de Cheveigné (CNRS) : *Un projet interdisciplinaire européen : « Life Sciences and European Society ».*

Serge Cleuziou (Paris I) : *Une science en quête d'unité ou 40 ans d'indisciplines archéologiques.*

Dominique Vinck (Univ. Pierre Mendès France, Grenoble) : *L'instrumentation du travail interdisciplinaire : regard sociologique.*

Claude Fischler (CNRS) : *Un choix indisciplinaire : l'alimentation, un objet à entrées multiples.*

Giovanna Cifoletti (EHESS) : *La constitution d'une discipline au 16e siècle : le cas de l'algèbre*

2. Objets, échelles et approches comparatives

Frédéric Joulian (EHESS) : *Introduction.*

Joëlle Le Marec (ENS-LSH) : *Les objets comme composites.*

Laurent Olivier (Musée des Antiquités Nationales de St Germain en Laye) : *Les choses du passé : temps et objets de la mémoire*

Gérard Chouquer (CNRS) : *La crise des objets spatio-temporels et les modalités de leur recombinaison.*

Jean-Michel Decroly (Université Libre de Bruxelles) : *Changer d'échelle et comparer : finalités et moyens de deux démarches classiques en géographie.*

Sylvain Auroux (ENS-LSH) : *Forces et risques du comparatisme en linguistique.*

Carlo Severi (CNRS, EHESS) : *Anthropologie de la mémoire : questions de méthodes.*

3. Régimes de scientificité

Suzanne de Cheveigné (CNRS) : *Introduction à la journée.*

Jean-Louis Fabiani (EHESS) : *Pourquoi faire science ? La sociologie devant l'impératif de scientificité.*

Wiktor Stoczkowski (EHESS) : *Modèles et Récits : Pratiques et Théories.*

François Sigaut (EHESS) : *Spécificité de fonctionnement des sciences humaines.*

Michel Morange (Centre Cavaillès, ENS) : *La biologie a-t-elle besoin d'un supplément de scientificité ?*

Anne Christine Taylor (CNRS) : *La scientificité de l'anthropologie.*

4. Comment développer l'interdisciplinarité : en Afrique ?

Frédéric Joulian (EHESS) : *Introduction : « Afrique Nature »/« Afrique Culture » comment renouer les liens ?*

Ariane Deluz (CNRS) : *Le métier d'ethnologue face à l'évolution de la science et aux changements historiques, sociologiques et démographiques du continent.*

Olivier Gosselain (ULB) : *Analyse multi-scalaire des dynamiques culturelles en Afrique de l'Ouest : approches anthropologique, géographique et linguistique.*

Alain Person (Université Paris VII, Paris I) : *Comment peut-on envisager une réponse pluridisciplinaire à un questionnement archéologique ?*

Jean Polet (Paris I) : *Science, politique et patrimoine : le projet Koumbi Saleh.*

Michaël Houseman (EPHE) : *L'apport des perspectives non africaines à la recherche anthropologique en Afrique.*

Giorgio Blundo (EHESS) : *Au-delà des disciplines : réflexion sur de nouveaux objets pour l'anthropologie politique.*

5. Comment se débarrasser de l'interdisciplinarité : la Communication ?

Joëlle Le Marec (ENS, Lyon) : *Introduction à la journée.*

Robert Boure (Université Toulouse III) : *Sur et sous l'institutionnalisation des disciplines.*

Paolo Fabbri (Université de Venise) : *Babel fertile ou la traduction généralisée.*

Emmanuel Pedler (EHESS) : *Les formes culturelles de la communication.*

Isabelle Paillart (Université Stendhal-Grenoble 3) : *Les normes d'évaluation en communication : gérer l'ouverture et la fermeture.*

Jean Mouchon (Université Paris X) : *Les non-dits de l'interdisciplinarité dans le champ de la communication.*

6. Instances et processus d'évaluation de la science

Suzanne de Cheveigné (CNRS) : *Introduction à la journée.*

Jean Jamin (EHESS) : *CNU revu (es) et corrections ?*

Catherine Fuchs (CNRS) : *Evaluer l'interdisciplinarité dans le programme Cognitique.*

Graham Stroud (Commission Européenne) : *L'évaluation dans les programmes européens.*

Catherine Vilkas (Université de Limoges) : *Disciplines scientifiques, organisation et évaluation au CNRS.*

Catherine Marry (CNRS) : *L'évaluation des biologistes au CNRS : le sexe est-il un critère pertinent ?*

Serge Cleuziou (Paris I) : *High culture versus low culture au CNRS : exemples de pratiques d'évaluation.*

7. Quel avenir pour l'interdisciplinarité ?

Synthèse des journées et débats, avec :

Laurence Caillet (CNRS)
Philippe Lazar (Conseil d'Etat)
Danièle Hervieu-Léger (EHESS)
Francis-André Wollman (CNRS)
Michaël Werner (EHESS)